

Les universités populaires dans toutes leurs histoires

Jean-Claude Richez, historien, consultant en politique de jeunesse et éducatives

Le mouvement des universités populaires s'inscrit dans l'histoire longue de notre histoire contemporaine. Il naît au moment de l'affaire Dreyfus à la fin du XIX^e siècle de la préoccupation convergente d'ouvriers et d'intellectuels d'« arracher les milieux populaires à la démagogie antisémite par la diffusion de la culture et l'exercice de la raison à travers l'organisation de conférences¹».

Au temps de l'affaire Dreyfus le premier mouvement des Universités populaires en France

Comme le résume le congrès de 1904, les UP sont conçues comme des « associations pour l'étude destinée à affranchir l'individu de ses préjugés moraux et de ses servitudes intellectuelles² ». Un ouvrier typographe, libertaire, Georges Deherme (1870-1937) en est à l'origine. Il s'inscrit dans la tradition de l'enseignement mutuel engagé dans la mobilisation des « producteurs intellectuels³ » dans une logique de coopération sur un pied d'égalité avec les ouvriers : « Il n'y a ni maîtres, ni chefs, ni patrons... nous sommes des hommes libres, des égaux volontaires. » Cette initiative va rallier nombre d'intellectuels. Très vite, les universités populaires se multiplient : elles sont 15 en 1899, 124 en 1901 et 20 en 1913, à la veille de la guerre. Au total, 222 universités populaires se sont créées pour l'essentiel avant 1903. Leur déclin est tout aussi rapide et les dernières disparaissent pratiquement toutes avec la guerre⁴.

Ce déclin rapide interpelle fortement ses différents protagonistes et deux questions fondamentales sont alors posées, notamment par Charles Péguy, très engagé dans le mouvement : celle des pratiques pédagogiques (reproduction du rapport maître/élève de l'enseignement académique) et celle de la culture éventuellement détenue par ceux auxquels on s'adresse : ouvriers et dominés. S'esquisse également un autre

¹ Voir sur l'histoire de ces premières universités populaires Mercier L., 1986, *Les Universités populaires, 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Éditions ouvrières, Paris. Sur cette période deux contributions intéressantes publiées dans Christen C., Besse L. (2017), *op. cit* : Mougel L., « L'université populaire nancéienne : les caractères originaux d'une expérience lorraine (1899-1914) », p. 253-265 ; Bonnamy D., « L'enseignement supérieur pour tous ou comment enseigner le socialisme ? L'exemple de l'université populaire de Besançon », p. 267-278. Ce mouvement des universités populaires est à replacer dans celui plus général de l'éducation populaire au XIX^e siècle finement analysé dans sa thèse par Frédéric Chateigner, 2012, *op. cit*.

² Cité dans Baudouin M., (1980), « Les universités populaires au XIX^e siècle », *Le Peuple Français*, n° 19 (nouvelle série). Sur les intellectuels qui « vont au peuple », voir Prochasson C., (1993), *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Le Seuil, Paris.

³ Granger C., « Les soirées ouvrières de Montreuil », *Réseau Éducation populaire 93*, (www.educationpopulaire93.fr).

⁴ Mercier L., (1986), *op. cit*, p. 47.

débat : approche individuelle ou collective ? Cette question est notamment posée par Charles Guieysse⁵ dans les *Cahiers de la quinzaine* de Péguy (1901) : « Deux tendances opposées s'affrontent. La première : ce qui est désirable avant tout, c'est la paix et l'union entre les individus. La seconde : ce qu'il faut poursuivre avant tout, c'est le développement intellectuel des ouvriers de manière qu'ils puissent obtenir justice par leurs propres efforts.⁶ » Ce double débat traverse encore le mouvement des universités populaires.

L'effacement du mouvement des Universités populaire dans l'entre-deux guerres et jusque dans les années soixante

Au-delà de cette première flambée, au tournant entre le XIX^e et le XX^e siècle, le mouvement s'étirole et disparaît quasiment dans l'entre-deux guerres à l'exception d'une tentative de relance dans les années 1930 avec la création non plus d'universités populaires mais d'universités ouvrières dans la mouvance du parti communiste en région parisienne à partir de 1932, sous le patronage prestigieux de Romain Rolland et Henri Barbusse⁷. Notons toutefois quelques rares continuités avec les expériences d'avant-guerre comme à Lille et à Strasbourg et qui se perpétuent jusqu'à nos jours. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, une tentative de relance se fait jour avec la constitution en mai 1947 d'une Fédération française des associations culturelles qui regroupe une petite poignée d'universités populaires : Le Raincy, Rosny-sous-Bois, Perpignan, Pantin⁸.

Il faut attendre le début des années 1960 pour que les choses commencent à bouger. En 1965 à Mulhouse une université populaire est fondée officiellement et se rassemble autour d'un petit groupe d'intellectuels chrétiens-sociaux. Ses fondateurs s'inspirent à la fois du modèle de l'Université populaire de Strasbourg, des *Volkshochschulen* allemandes et des conférences du Foyer de l'étudiant catholique (FEC) à Strasbourg que certains avaient fréquenté lors de leurs études à Strasbourg. La Confédération française démocratique du travail (CFDT) qui vient de se créer s'y implique. L'Université de Mulhouse, puis Université populaire du Rhin jouera par la suite un rôle déterminant dans le mouvement de renaissance lors des décennies suivantes.

⁵ Charles Guieysse (1868-1920), polytechnicien, militant socialiste, éditeur de *Pages Libres*, proche de Charles Péguy.

⁶ Charles Guieysse, (1901) « Les universités populaires et le mouvement ouvrier », *Les cahiers de la quinzaine*, 2^e cahier de la 3^e série.

⁷ Granger C., (sd.), « L'Université ouvrière de Montreuil : Une expérience des années 30 », (www.educationpopulaire93.fr/spip.php?article1121).

⁸ Rambaud D.(1996), « Histoire de l'AUPF. Autrefois déjà ce n'était pas simple » (https://universitespopulaires.files.wordpress.com/2013/01/1996_aupf_histoire-delaupf_drambaud1.pdf). De 1985 à 2016, il est directeur de l'Université populaire du Rhin (Mulhouse) et Président de l'AUPF de 1992 à 2010.

L'université populaire à l'ordre du jour du mouvement de Mai 1968

La thématique de l'université populaire ressurgit au cœur du mouvement de mai 1968. Dans le cours du mouvement apparaît la demande d'une « université autrement ». La Sorbonne occupée se définit comme université populaire. Partout prolifèrent les affiches « Université populaire », revendication d'une université ouverte à tous, d'une « université aux travailleurs ». Au terme du mouvement, le PSU et l'UNEF appellent à créer pendant l'été des universités populaires. C'est dans cette logique que s'ouvre en janvier 1969 l'Université de Vincennes ou plus exactement le Centre universitaire expérimental de Vincennes. Nombre de militants engagés en Mai 1968 participent à la création des universités populaires.

Mai 68 essaime, comme le note dès 1982 la sociologue et historienne de l'éducation populaire Geneviève Poujol : « À l'origine des universités populaires on retrouve souvent des militants soixante-huitards cherchant une issue plus réaliste à leur engagement⁹ ». De son côté, Michel Marc, universitaire, fondateur de l'Université populaire du Berry et président de l'AUPF de 1989 à 1992 souligne que le mouvement des universités populaires se présente comme « une nébuleuse faite d'initiatives isolées portées souvent par d'anciens soixante-huitards¹⁰ ». Le mouvement s'inscrit dans le prolongement d'initiatives indépendantes : Peuple et culture à Clermont-Ferrand, Maison de la culture de Châlons-en-Champagne, Centre d'action culturelle à Belfort, université populaire de Bourges, autour d'un noyau d'universitaires réunis par Michel Marc. Certaines initiatives participent aussi du « désir de revivifier le milieu rural » ou, dans un autre ordre d'idée, « des partis politiques¹¹ ». Même si, dans les années 1960-1970, la problématique université populaire est remise au goût du jour, ce n'est qu'au début des années 1980 que s'engage véritablement une nouvelle dynamique.

La relance du mouvement des Universités populaires dans les années 1980

Ce mouvement de renaissance se cristallise autour de l'expérience mulhousienne qui rencontre très vite un succès considérable. En 1980, elle compte 6 000 inscrits et déjà 8 000 2 ans plus tard. Elle organise 250 groupes d'activités dans 62 lieux différents et 13 sections locales¹². Le mouvement prend alors une forme plus collective, sort des logiques très isolées de chaque université populaire, en commençant à se structurer au niveau national. Dès mars 1983, l'UP de Mulhouse,

⁹ Poujol G., (1982), « Les universités populaires sont de retour » *Cahiers de l'animation*, n° 37, p. 47-52, p.50

¹⁰ Marc M., (2007), « De l'origine des UP en France à l'AUPF », UNESCO, Paris (universitespopulaires.files.wordpress.com/2013/01/2007_septembre_de-lorigine-des-up-en-france-a-laupf_mmarc1.pdf).

¹¹ Marc M., (2007), *op. cit.* ; Poujol G., 1982, *op. cit.* p. 49-50. Michel Marc, agrégé de géographie, membre fondateur de l'Université populaire du Berry en 1981, président de l'AUPF de 1989 à 1992.

¹² Poujol G.(1982), *op. cit.*, p. 48.

université populaire du Rhin organise un premier colloque à l'occasion de son 20^e anniversaire qui réunit dix universités populaires et universités de quartier ainsi que des représentants des universités populaires du Jura Suisse et des *Volkshochschulen* allemandes. Edwige Avice, Ministre du temps libre et le « théoricien » de la société sans école et critique de la société industrielle, Ivan Illich¹³ en sont les invités d'honneur. L'année suivante, l'université populaire de Mulhouse organise un nouveau colloque. Au fil de rencontres qui désormais se tiennent de façon annuelle l'idée de la mise en place d'un réseau national s'impose. Malgré un fort attachement à leur indépendance et de nombreuses divergences, le réseau se constitue à Belfort le 21 mars 1987 autour de sept universités populaires, d'abord sous la forme d'une Fondation nationale pour l'université populaire, puis en 1992 d'Association des universités populaires de France (AUPF), à l'occasion du congrès qui se tient cette année-là à Romans. Dès la mi-avril 1987, treize universités populaires rassemblent environ 35 000 auditeurs¹⁴. Le mouvement se pérennise, porté par la multiplication des créations d'UP un peu partout.

Universités populaires, universités du 3^e âge, universités du temps libre

Entre 1988 et 1996 le nombre d'UP passe de 24 à 60 selon le président de l'AUPF, Denis Rambaud¹⁵, soit une multiplication par cinq pour celles qui se reconnaissent dans le réseau. Ces universités populaires sont portées par 40 associations locales, présentes dans 17 régions. La moitié de ces UP sont cependant implantées en Alsace (30). Suivent par ordre d'importance Rhône-Alpes (9), Centre (8), Midi-Pyrénées (6) et Languedoc-Roussillon (4). Le tiers ouest nord-ouest du pays est quasiment un désert sans aucune implantation en Bretagne, Basse-Normandie, Picardie ou Champagne-Ardenne. Ces chiffres connaissent un certain fléchissement. À la fin des années 1990, le mouvement semble marquer le pas : le *Journal officiel* relève seulement onze créations entre 1995 et 2000¹⁶. Denis Rambaud, alors président de l'AUPF, tout en tirant un bilan positif s'interroge : « Pourquoi tant de difficultés¹⁷ ? ».

Au même moment, une trentaine d'universités du troisième âge, les premières naissent les premières universités du troisième âge. La première université du troisième âge est créée en 1973 par Pierre Velas (1924-2005), professeur de droit à Toulouse. Il s'agit pour lui « d'offrir aux aînés une éducation permanente et des activités culturelles et de formation diverses, qui leur procureraient, tant par la stimulation que par la convivialité, une ouverture d'esprit, une envie d'aller vers les

¹³ Ivan Illich (1926-2002), la *Société sans école* paraît en français en 1971 au Seuil et *La Convivialité* en 1973. Il nourrit en France la réflexion de route d'une gauche alternative et ouvre la voie à l'écologie politique.

¹⁴ Rambaud D., (1996), *op. cit.*.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Chiffres donnés dans Trenta A., « L'université populaire entre fondateurs et adhérents », *La vie des idées.fr/ Dossier*, « *Le conflit, impensé du monde associatif* », 28 novembre 2001, (www.laviedesidees.fr/Le-conflit-impense-du-monde.html).

¹⁷ Rambaud, 1996, *op. cit.*

autres, et susciteraient des comportements favorables à l'adaptation de tous les problèmes liés au vieillissement¹⁸ ». Elles se fédèrent en 1981 en Union française des universités du troisième âge (UFUTA) qui se transforme ultérieurement en Union française des universités tous âges en 1993.

Ce changement de dénomination traduit la volonté de rompre avec la démarche initiale ciblant un public par son âge. Il s'agit de « rompre avec les exigences habituelles des conditions d'inscription dans les universités en supprimant les conditions d'âge et de diplôme et, d'autre part [de] favoriser la rencontre et les échanges "intergénérationnels" pour éviter l'écueil du ghetto d'âge¹⁹ ». La définition de ces universités par l'âge tend à disparaître au profit de nouvelles dénominations comme « du temps libre », « pour tous », « inter-âges²⁰ ». Parallèlement, au nombre d'une quinzaine, des universités du temps libre se sont développées, qui ne se reconnaissent ni comme du troisième âge ni comme populaire jugé comme trop exclusif.

Au-delà des années 2000, fortunes de l'appellation Université populaire

Au début des années 2000, des universités populaires se développent sur des bases plus radicales, dans le sillage esquissé par Michel Onfray avec la création en 2002 de l'Université populaire de Caen et très vite suivie dans des villes comme Lyon, Arras, Narbonne, Avignon. Elles se positionnent et dans une perspective d'ouverture au plus grand nombre et mettent au cœur du projet le principe de la gratuité pour les participants et du bénévolat pour les intervenants. Une place privilégiée est faite aux échanges sur la base du principe d'une heure de cours pour une heure de débat, aux ateliers participatifs²¹. A partir de 2006, ces universités se constituent en réseau sous le nom de Printemps des universités populaires auxquelles participeront entre 2006 et 2013 une bonne vingtaine de villes. Au-delà, le Printemps ne se réunit plus car il est miné par de multiples divergences entre ses promoteurs. Une partie des universités populaires continuent cependant à se revendiquer du modèle initié à Caen en 2002.

Pendant la même période, des universités populaires d'un nouveau type se constituent avec un public ou des objectifs spécifiques. Dès 1972 en effet, ATD a ouvert la voie avec la création d'une université populaire destinée celles et ceux pour qui ils luttent, à savoir les plus démunis. Mais c'est surtout à partir du milieu des années 2000 que ces universités à objet spécifique se généralisent, avec les universités populaires des parents (2005), l'université populaire du musée du quai Branly (2005) créée par Catherine Clément en relation avec le musée dédié aux arts premiers (Afrique, Asie Océanie, et Amériques), l'Université populaire du goût (2006)

¹⁸ UFUTA, L'Université du 3^e âge qu'est-ce que c'est ? (<http://sante.lefigaro.fr/social/personnes-agees/universites-troisieme-age/quest-ce-que-cest>).

¹⁹ « Bref historique » (www.ufuta.fr).

²⁰ Chateigner F., (2011) *op. cit.*, p. 5.

²¹ Poulouin, G. (dir.), (2012), *Universités populaires, hier, aujourd'hui*, Paris, Autrement.

autour également de Michel Onfray, l'Université populaire de la permaculture (2009), l'Université populaire du théâtre autour de Jean-Claude Idée (2012), l'Université populaire de la transformation sociale des Centres sociaux (2016) et même l'Université populaire Jacques-Lacan portée par Jacques-Alain Miller dans le cadre de l'UFORCA (Union pour la formation clinique analytique dès (1991).

Depuis quelques années, des universités populaires d'initiative municipale se constituent particulièrement dans des petites communes, mais pas uniquement. Cette appellation regroupe le plus souvent des activités culturelles destinées aux adultes. Par ailleurs, certaines universités ont créé leurs propres universités populaires, à l'exemple pionnier de l'Université de la culture permanente de Nanterre (1972) ou de l'université de Franche-Comté avec son réseau d'universités ouvertes²². D'autres encore sont nées de mobilisations étudiantes ou de mouvements sociaux : Universités populaires d'Amiens (2009) et de Bordeaux (2014) à l'initiative d'étudiants (elles sont devenues pérennes) ou les universités populaires de *Nuit debout* qui accompagnent la mobilisation contre la loi travail (2016) et ont été éphémères.

A côté des réseaux historiques de l'AUPF et de l'UFUTA, des réseaux à caractère régional se sont créés : l'Université du temps libre en Bretagne avec près de quarante universités, l'Université de la culture permanente autour de Nancy, en Lorraine (13 universités adhérentes), l'Université ouverte de Besançon avec huit universités adhérentes, essentiellement en Franche Comté. Au sein même de l'AUPF, existent également de puissants réseaux régionaux comme celui organisé autour de Mulhouse avec l'Université populaire du Rhin (26 universités) ou encore celui la Fédération des universités populaires Savoie /Mont-Blanc (10 universités).

Universités populaires, temps libre, société de la connaissance et éducation populaire

Le mouvement des universités populaires participe du phénomène de l'allongement du temps de vie mais aussi de l'abaissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en 1982 (lois Auroux) et de l'augmentation significative du temps libre avec la réduction du temps de travail à 39 heures la même année puis le passage aux 35 heures (lois Aubry 1998 et 2000). Dans un monde en pleine mutation, le besoin d'accéder à des savoirs afin de pouvoir partager des repères pour comprendre s'exprime fortement et explique ce développement

Le mouvement des universités populaires répond à une tendance forte, aux besoins d'une société dite « de la connaissance », née avec le développement des technologies de l'information et de la communication, qui favorise la dissémination de savoirs de toutes sortes mais appelle aussi à développer des aptitudes à les trier, les

²² Des universités ouvertes ont été également mises en place par Lyon 1, Cergy, Clermont-Ferrand etc.

hiérarchiser, les agréger tout en accélérant leur renouvellement²³. Compte tenu du renouvellement permanent des connaissances il est nécessaire à chacun d'être en capacité de les mettre à jour. Les universités populaires contribuent à répondre aux nécessités d'une éducation tout au long de la vie posée comme une priorité, notamment par la Commission européenne²⁴. En rupture avec la tradition académique, cette demande de savoirs porte aussi bien sur les savoirs humanistes que sur des savoirs pratiques renvoyant au corps, aux pratiques artistiques ou à l'environnement. Ces savoirs pratiques sont d'autant plus importants que, dans une société d'individus²⁵, ils ne sont plus transmis par la communauté. Dans nombre d'universités populaires, l'apprentissage de langues étrangères occupe une large place. Cette offre répond aux attentes d'un public soucieux de développer des compétences multilingues de plus en plus importantes dans une société mobile et mondialisée et témoigne du souci de l'autre, de l'altérité. Université de tous les savoirs elles participent au « [...] développement des qualités humaines telles que la citoyenneté, le jugement critique, la créativité, les valeurs, les connaissances générales, la capacité d'apprécier les arts et la culture, de tenir compte de la diversité et des traditions et d'horizons culturels différents²⁶ ».

Le partage des savoirs contribue aussi à la convivialité, au plaisir de se retrouver et d'être ensemble. L'espace université populaire fonctionne comme fabrique de lien social. Les promoteurs de la relance du mouvement dans les années quatre-vingt insistaient particulièrement sur ce point. Frédéric Hoffet, directeur de l'Université populaire de Mulhouse (1972-1985) écrivait : « la vocation première de l'université populaire est de contribuer à [...] une formation qui m'amène à une réflexion critique sur ce que je fais, sur ce qui se fait. Une formation qui suscite en moi créativité, imagination, et, pourquoi pas engagement²⁷ ». Denis Rambaud, l'un de ses successeurs à Mulhouse (1985-2016) et directeur de l'AUPF (1999-2010) publiait en 1999 un livre intitulé *Apprendre avec plaisir. Refonder les relations sociales, l'éducation des adultes au défi*²⁸. Les intitulés successifs des congrès de l'AUPF du début des années 2000 témoignent de l'importance de la thématique du lien social : à Vichy en 2000 « Université populaire et lien social », à Bourges en 2001 « Le lien social à l'épreuve des nouvelles technologies », à Moulins en 2002 « Altérités

²³ UNESCO (2005), *Vers les sociétés du savoir. Rapport mondial de l'UNESCO*, Paris., Éditions de l'UNESCO,

²⁴ Voir Colin L., Legrand J.-L., (2008), *L'éducation tout au long de la vie*, Paris, Anthropos.,

²⁵ Au sens où il est aujourd'hui habituellement reçu tel qu'il est utilisé couramment par Jacques Ion, formalisé à la fin des années 30 par Norbert Elias *et société*, Paris, PUF, 2010 pour une traduction française.

²⁶ Conseil de l'éducation et de la formation, « Avis 112, la *Bildung* au cœur de l'éducation », Fédération Wallonie-Bruxelles, 25 novembre 2011 (www.eunec.eu/sites/www.eunec.eu/files/members/attachments/cef_avis112_0.pdf).

²⁷ Hoffet J.-L., (1983), *Cahiers de l'animation*, n° 42, p. 12-17, p.15

²⁸ Rambaud R., Jeannerat M., (1999), *Apprendre avec plaisir. Refonder des relations sociales, L'éducation des adultes en défi*, Lyon, Éditions chroniques sociales.

identité », à Bonneville en 2003 « Comment l'éducation populaire permet-elle de dépasser incivisme ou individualisme ? », à Bobigny en 2006 « Construire l'autonomie dans une société de l'incertitude ».

Tant par son histoire que par ses objectifs, aujourd'hui, le mouvement des universités populaires participe pleinement de l'éducation populaire comme visant à favoriser l'accès au savoir et à la culture du plus grand nombre et en particulier aux plus démunis, l'éducation de tous comme la condition de l'exercice de la citoyenneté et de la démocratie.

Janvier 2021